

COMMUNIQUE DE PRESSE



Embargo: Pour diffusion immédiate

Contact: media@taxjustice.net

Tax Justice Network a des porte-parole au Royaume-Uni, en Allemagne, en Amérique latine et dans de nombreuses autres régions du monde. Si vous souhaitez demander une interview, veuillez envoyer un e-mail à media@taxjustice.net ou contacter Julien TINGAIN au +225 057 620 95

Tax Justice Network appelle l'ONU à convoquer un sommet Mondial pour mettre fin aux abus fiscaux et à la criminalité financière

Les documents sur le paradis ont une fois de plus souligné l'incapacité des gouvernements du monde entier à faire face au fléau de l'évasion fiscale et du crime financier facilité par les centres financiers offshore.

Le réseau Tax Justice appelle les dirigeants mondiaux à s'engager enfin à mettre fin aux abus fiscaux et au secret financier. L'Organisation des Nations Unies devrait convoquer un sommet des dirigeants mondiaux dans le but de convenir d'une convention des Nations Unies pour mettre fin aux abus fiscaux et au secret financier.

Les dirigeants mondiaux doivent se mettre d'accord sur des objectifs contraignants pour réduire toutes les formes de flux financiers illicites et mettre en place une nouvelle organisation mondiale pour faire avancer les choses.

Les recherches de Tax Justice Network montrent que le niveau de transfert de bénéfices des sociétés multinationales a explosé au cours de la dernière décennie. Les dernières estimations montrent que les gouvernements mondiaux perdent plus de 600 milliards de dollars par an en impôts en raison de l'évasion fiscale par les grandes entreprises.

Le montant de la richesse privée détenue en offshore est estimé être un offshore est estimé entre 21-32 milliards de dollars.

The Paradise Papers est la plus grande fuite de données publiée à ce jour dans le monde offshore. Encore une fois, nous voyons les sociétés mondiales et les riches échapper aux impôts en toute impunité. Encore une fois, nous voyons des comptables et des avocats qui aident les riches à se libérer de leurs obligations envers la société.

Il ne fait aucun doute non plus que les efforts déployés jusqu'ici par les gouvernements pour lutter contre ce problème ont échoué.

L'évasion fiscale a un impact dévastateur sur les pays du monde entier. Les actions d'entreprises comme Appleby, et d'autres, comme les quatre grands cabinets comptables et d'autres cabinets d'avocats offshore ont conduit à la pauvreté et à l'augmentation des inégalités mondiales.

La publication des propriétés réelles des entreprises est une réponse efficace contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. C'est pourquoi, selon Julien Tingain – chercheur à TJN :

"Une alliance avec d'autres initiatives comme ITIE qui soutiennent aussi la divulgation de la propriété réelle au niveau du secteur extractif permettrait de mettre en place des mécanismes efficaces pour réduire les risques d'évasion fiscale. Malheureusement, la sortie récente des USA de l'ITIE constitue un obstacle majeur dans la mise en œuvre de l'ITIE dans le monde et donc dans la publication de la propriété réelle qui devrait aider à lutter contre l'évasion fiscale."

C'est pourquoi, il appelle le Gouvernement des USA à réintégrer l'ITIE.

Référence

1. Tax Justice Network est un réseau international indépendant lancé en 2003. Nous sommes dédiés à la recherche de haut niveau, à l'analyse et au plaidoyer dans le domaine de la fiscalité internationale et des aspects internationaux de la régulation financière. Nous cartographions, analysons et expliquons le rôle de la fiscalité et les effets néfastes de l'évasion fiscale, de l'évasion fiscale, de la concurrence fiscale et des paradis fiscaux. Le monde des paradis fiscaux extra territoriaux est un aspect particulier de notre travail.
2. Notre briefing complet sur la fixation du système fiscal international peut être trouvé ici: <http://www.taxjustice.net/wp-content/uploads/2017/11/Fixing-the-International-Tax-System-TJN-Briefing.pdf>

3. Tax Justice Network estime à plus de 500 millions de dollars le montant des pertes subies par les recettes des gouvernements en raison des transferts de bénéfices effectués par des entreprises multinationales. C'est un peu plus conservateur qu'un document publié par le FMI qui met ce chiffre à 600 milliards de dollars. Un briefing complet sur les estimations des pertes fiscales pour l'évitement et l'évasion peut être trouvé ici: <http://www.taxjustice.net/wp-content/uploads/2017/11/Tax-dodging-the-scale-of-the-problem-TJN-Briefing.pdf>